



Distr.: GÉNÉRALE

GC.9/13

5 novembre 2001

FRANÇAIS

Original: ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

CONFÉRENCE GÉNÉRALE

Neuvième session

Vienne, 3-7 décembre 2001

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

FORUM SUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Développement industriel durable au service de la lutte contre la marginalisation – contraintes et perspectives à l'heure de la mondialisation

Document thématique soumis par le Secrétariat

Résumé

Bien qu'un accroissement de l'intégration grâce à la circulation transfrontalière de biens, de services et de facteurs économiques soit susceptible d'engendrer un meilleur fonctionnement du système mondial, beaucoup de pays risquent de n'en tirer aucun bénéfice. Pour diverses raisons, le secteur des affaires est le plus exposé aux contraintes de la mondialisation; il est aussi la pierre angulaire de toute stratégie d'intégration réussie. Mais quelles sont les contraintes particulières auxquelles les entreprises des pays en développement font face lorsqu'elles tentent de pénétrer le marché mondial? Et comment peut-on transformer ces contraintes en perspectives d'intégration effective? C'est à ces questions notamment que le présent document vise à répondre. Il met en évidence la complexité et le caractère impérieux des difficultés rencontrées par les pays en développement ainsi que le besoin d'agir en amont, qui deviendra encore plus urgent dans les années à venir, à mesure que les suites économiques des événements récents se répercuteront dans le monde entier.

Introduction

1. Dans un effort continu visant à stimuler un débat de fond sur l'évolution du rôle de l'ONUDI et sa contribution à la réalisation des objectifs de développement internationaux, le thème du Forum sur le développement industriel sera le suivant: *Développement industriel durable au service de la lutte contre la marginalisation – contraintes et perspectives à l'heure de la mondialisation.*

2. Les forums mondiaux organisés précédemment par l'ONUDI ont souligné le besoin de s'intéresser aux chaînons manquants de l'agenda international pour le développement et ont mis l'accent, de façon générale, sur les mesures complémentaires à prendre. Si, dans le cadre des réunions précédentes, la contribution continue de l'industrie au développement socioéconomique, surtout en cette époque marquée par une intensification de l'intégration et de la libéralisation économiques, a été

mise en avant, la situation actuelle en matière de développement nous oblige à aller de l'avant et à examiner de plus près la manière dont l'industrie peut servir de moteur d'un processus de développement durable. Ainsi, le Forum servira à chercher les moyens pour l'ONUDI d'aider les pays à s'intégrer progressivement à l'économie mondiale et de contribuer, ce faisant, autant que possible à inverser le processus de marginalisation.

3. Si l'on est tous d'accord que les programmes de réforme économique lancés par les pays en développement et les économies en transition ont beaucoup contribué à faire accéder ces pays aux échanges commerciaux et aux flux d'investissement internationaux, force est de reconnaître en même temps que ces programmes n'ont pas suffi à transformer cette évolution en une croissance durable de la productivité. En conséquence, le large appui du public à la réforme économique est sur le déclin, en particulier dans les

Pour des raisons d'économie, le présent document a été tiré à un nombre limité d'exemplaires. Les représentants sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire aux réunions.

pays qui n'ont pas été en mesure d'accéder effectivement au système économique international et de recueillir les bénéfices de la libéralisation. L'ONUDI signale depuis un certain temps le besoin de mettre à jour l'agenda international pour le développement et de faire de la mondialisation une affaire avantageuse pour tous. L'Organisation a soutenu qu'il faut, parallèlement aux efforts tendant à corriger d'urgence les déséquilibres qui caractérisent actuellement les règles commerciales et les règles de gestion financière du système multilatéral, s'attaquer au problème tenant à la circulation insuffisante des informations, des compétences et des connaissances vers les pays en développement et au sein de ces pays. Aussi, de nouvelles mesures sont-elles requises pour ouvrir aux entreprises privées dynamiques des pays en développement l'accès à l'information, à la technologie, au savoir-faire et aux connaissances dont ils ont besoin pour accéder à l'économie mondiale.

4. La mise à niveau de l'agenda pour le développement de sorte que la communauté internationale puisse se pencher sur les aspects fondamentaux du développement (croissance économique, productivité, équité sociale, réduction de la pauvreté et protection de l'environnement) est une entreprise de grande ampleur. En tant que telle, elle ne peut être conçue que dans le cadre d'une action concertée à laquelle participent toutes les institutions multilatérales, y compris l'ONUDI, qui a un rôle très important à jouer à cet égard. Avec les autres organismes internationaux, l'Organisation a besoin de continuer à étudier les meilleurs moyens d'aider les gouvernements et le secteur privé à collaborer en vue de favoriser la mobilisation de ressources nationales et extérieures aux fins du développement économique et social.

5. L'industrie peut apporter une contribution particulièrement importante à la croissance, à l'augmentation des revenus et à la réduction de la pauvreté dans le monde en développement, car:

- Elle est l'outil principal que les pays en développement peuvent utiliser pour améliorer leur structure économique et passer du stade de secteurs à faible croissance et peu productifs à celui de secteurs hautement productifs et dotés d'un potentiel de croissance élevé;
- Elle est, au sein de l'économie, l'utilisateur le plus efficace de la technologie dont elle est le véhicule par excellence;
- Elle crée des compétences et du savoir-faire et suscite l'esprit d'entreprise et l'innovation;
- Elle encourage la mobilité sociale, représente une importance source d'emplois et de revenus et

constitue un puissant pôle d'attraction des ressources extérieures nécessaires au développement.

6. Par le passé, dans la plupart des pays en développement, l'industrie était largement tributaire des facteurs économiques locaux. Mais dans un contexte de mondialisation rapide, les pays sont de plus en plus tributaires de ressources mobiles à l'échelle internationale et parfois instables. En ce qui concerne les pays les moins avancés en particulier, les stratégies de développement doivent être adaptées à de nouveaux défis provenant du fait qu'il leur est difficile d'attirer et de conserver ces ressources en les combinant avec des ressources locales améliorées.

7. La communauté internationale a adopté une série de normes et de conventions afin d'accélérer la mondialisation tout en écartant certains des risques qu'elle présente. Cela s'est souvent traduit par l'établissement de critères plus exigeants qui constituent un problème à résoudre, sous peine de voir s'accroître la marginalisation des pays qui ne suivent pas le rythme du processus de mondialisation. Toutefois, les entreprises des pays en développement parviennent souvent à adopter des stratégies anticipatives qui leur permettent, dans des domaines comme l'environnement et la qualité, de transformer les défis en opportunités.

Première réunion-débat: Développement économique et social: dans quelle mesure l'industrie peut-elle contribuer à la lutte contre la pauvreté?

8. Parvenir à une réduction sensible de la pauvreté dans le monde, ce qui est considéré comme l'objectif primordial de la coopération internationale pour le développement, n'est possible que si les pays en développement réalisent des taux de croissance économique suffisamment élevés. Nous savons que dans le processus de croissance, l'industrie manufacturière a un rôle important à jouer. Mais ce qui reste à examiner de façon approfondie, ce sont les moyens par lesquels on doit favoriser la croissance industrielle dans le monde en développement, compte tenu de l'objectif primordial susmentionné et des circonstances actuelles. S'agissant de l'objectif, il n'y a pas que le taux de croissance qui compte; la qualité a aussi son importance. Le profil de croissance doit être bien adapté à une réduction sensible de la pauvreté et de l'inégalité. La croissance et le développement requis doivent être réalisés dans le contexte d'une intégration rapide et multiforme de l'économie mondiale. La tâche sera encore plus difficile dans les années à venir en raison des répercussions économiques des événements qui se sont produits récemment sur la scène internationale.

9. La mondialisation se caractérise principalement par une intensification constante des flux de biens, de

services, de ressources, de connaissances et d'informations. Si ces flux peuvent sillonner toute la planète, le privilège d'y participer n'est pas du tout assuré dans la même mesure à toutes les économies du monde. Il semble au contraire que d'importantes forces d'agglomération soient à l'œuvre, en dehors du cadre de politique générale et concentrent les bienfaits de la mondialisation dans certaines parties du globe tout en marginalisant les autres. L'objectif de développement vise essentiellement à inverser ces tendances négatives.

10. La possibilité d'accéder aux diverses formes de flux internationaux et d'en bénéficier dépend dans une large mesure des conditions locales, notamment des ressources disponibles et de l'orientation générale. Les conditions locales – y compris celles qui sont liées aux tendances en matière de développement social et de renforcement des capacités – ne cessent de changer sous l'effet de la mondialisation et des flux internationaux qui l'accompagnent. En somme, pour atteindre l'objectif qui consiste à faire reculer sensiblement la pauvreté dans le monde entier, il faut déployer des efforts résolus pour faire accéder les économies aux flux internationaux et faire en sorte que l'interaction entre ces flux et les facteurs locaux donne des résultats positifs.

11. Les thèmes qui feront l'objet de la première réunion-débat doivent être envisagés dans le contexte des connaissances actuelles concernant la nature et l'origine de la croissance économique. Un élément central de ces connaissances est l'intervention de la productivité dans la relation entre la réduction de la pauvreté et la croissance – du fait que ce sont les gains de productivité qui permettent d'améliorer les niveaux de vie. Mais comment la croissance est-elle associée aux gains de productivité dans les pays en développement? Et quel est le principal moteur de la croissance? S'agit-il d'une accumulation de facteurs, tels que le capital physique, de gains d'efficacité au niveau des secteurs et des entreprises, ou d'une réorientation vers des activités plus productives? Il est certain que la croissance repose sur ces trois éléments, mais la contribution de chacun d'eux peut varier selon le temps et le lieu et surtout selon les circonstances locales du développement industriel.

Technologie

12. Les méthodes utilisées actuellement pour mesurer les variations de la productivité font une distinction entre l'influence de la quantité et de la qualité des facteurs de production et de nombreux autres éléments "inexpliqués". En ce qui concerne ces derniers, les accroissements de productivité sont perçus comme des progrès techniques et comme une source fondamentale qui est, elle aussi, fortement influencée par les institutions et par les mesures d'incitation.

13. Concernant la croissance dans les pays en développement, il faut essentiellement faire la distinction entre l'accès aux nouvelles techniques par divers moyens, d'une part et l'adoption, l'adaptation et l'utilisation efficace de ces techniques, d'autre part. L'adaptation des meilleures pratiques, la diffusion technologique et l'amélioration de l'efficacité technique, ainsi que des méthodes d'apprentissage qui s'y rapportent, figurent au premier plan.

14. Si dans la comparaison des résultats de croissance parmi les pays en général, l'innovation et l'efficacité constituent des dimensions pertinentes, pour les pays en développement, le débat est d'habitude centré sur la diffusion et l'efficacité et sur les mesures qu'il est essentiel de prendre à leur égard. Avant de prendre les décisions de politique générale, il faut savoir lesquelles de ces mesures sont les plus rentables dans des circonstances locales données. De manière générale, il faudra notamment associer les mesures susceptibles de faciliter l'accès aux flux internationaux de technologies à celles qui appuient les processus compliqués liés à leur adoption, à leur adaptation et à leur utilisation efficace.

15. Si la diffusion et l'utilisation efficace des technologies représentent des facteurs déterminants de la croissance et du développement, les données empiriques montrent que le rythme a été nettement différent d'un pays à l'autre. Même dans le contexte actuel de la mondialisation, qui a incontestablement facilité et accéléré la diffusion et l'adoption des technologies dans le monde, de nombreux pays peu avancés ont été exclus du processus. Il faut donc des mesures volontaristes pour promouvoir la diffusion de la technologie moderne vers les pays relativement défavorisés et veiller à ce que cette technologie soit assimilée de manière efficace. Cela consisterait notamment à adopter des programmes spécialisés destinés à encourager la diffusion de la technologie ainsi que des initiatives de prévision technologique pour l'évaluation et la surveillance continues de la mise au point et de l'application de ces techniques dans les pays en développement. Ces pays devraient en outre bénéficier d'un meilleur accès aux technologies de pointe telles que les technologies de l'information et des communications et la biotechnologie, qui vont largement contribuer au développement économique dans les années à venir.

Investissement et commerce

16. Le développement technologique dans les pays en développement dépend essentiellement des flux internationaux de connaissances techniques, et aussi des efforts précieux déployés sur le plan local dans ce secteur. Pour ce qui est de la croissance et du développement économiques en général, un argument tout aussi solide et tout aussi plausible s'applique aux

flux internationaux de biens et de capitaux. Ces flux deviennent de plus en plus importants également en tant que moyens de transfert des nouvelles techniques. Les trois types de flux internationaux – les connaissances, les capitaux et les marchandises – devraient tous contribuer considérablement à augmenter la productivité et, partant, à favoriser la croissance.

17. Parmi les flux d'investissement, l'investissement étranger direct mérite une attention particulière, du fait qu'il constitue un des moyens les plus efficaces d'accéder aux ressources extérieures, notamment aux techniques, à l'expérience et aux compétences en matière de gestion. Dans la perspective du développement, le principal problème concernant ces flux, c'est leur forte concentration dans certains pays, tant par leurs sources que par leurs destinations. Il semble également que les pays à faible revenu soient de plus en plus marginalisés pour ce qui est de l'investissement international. Les domaines où il faut prendre des mesures correctives sont notamment les aptitudes professionnelles, les capacités techniques, l'infrastructure et divers types de coûts de transaction.

18. L'échange de marchandises est un des divers moyens de transférer la technologie entre les pays. Cette hypothèse permet d'avancer que l'ouverture sur l'extérieur et l'augmentation du volume des échanges qu'elle engendre peuvent grandement favoriser la croissance. Un autre raisonnement plausible concernant la contribution des échanges à la croissance a trait aux conséquences positives d'une politique orientée vers l'exportation sur l'apprentissage et la croissance. Le fait d'être confronté à une concurrence accrue sur les marchés internationaux améliore la performance en général des entreprises et des sociétés exportatrices.

19. Se pencher sur la manière dont l'*ouverture* sur l'extérieur stimule la *compétitivité* par son rôle et sa qualité contribue à mieux cerner ces deux aspects fondamentaux des échanges commerciaux sans qu'il y ait d'antagonisme. D'ailleurs, ce n'est qu'en associant un accès approprié aux marchés internationaux à des mesures locales permettant aux sociétés de réussir sur ces marchés qu'on peut obtenir les effets bénéfiques souhaités sur la croissance. C'est particulièrement le cas pour ce qui est de l'industrie manufacturière, où le renforcement de la compétitivité doit être conçu comme un objectif vaste et complexe qui, pour cette même raison, suscite beaucoup d'intérêt chez les analystes et les dirigeants.

Deuxième réunion-débat: Normes mondiales et fabrication locale: contraintes et perspectives

20. Les programmes de stabilisation et d'ajustement du début des années 80 portaient de l'hypothèse qu'un plus grand accès aux flux internationaux de biens, de services et de facteurs entraînerait une croissance plus

rapide sur le plan local. Dans le même temps toutefois, les conséquences négatives potentielles de la libéralisation économique devenaient plus évidentes. Confrontée à une concurrence acharnée, une entreprise se retrouverait devant un dilemme: soit faire des investissements risqués pour améliorer sa gamme de production et ses techniques de fabrication, soit se tourner davantage vers des produits de base à moindre valeur ajoutée, rien que pour ne pas fermer. Parallèlement, l'application croissante de normes et de conventions internationales concernant la qualité et l'environnement ne ferait que rétrécir ses chances d'être compétitive, avec une qualité médiocre, des salaires bas et un environnement dévasté. Ces normes et ces critères, qui ont été presque toujours adoptés dans l'intention de favoriser des résultats positifs tels que la sûreté et la santé publiques, la protection de l'environnement et la stabilité économique, ont aussi limité la possibilité pour les pays en développement de s'intégrer à l'économie mondiale par la trajectoire de croissance à faible valeur ajoutée.

21. Ces tendances sont les facettes du même phénomène. Elles mettent en évidence le combat difficile mené par les dirigeants des pays en développement pour stimuler la mobilisation de ressources locales tout en s'efforçant d'accéder aux flux internationaux d'investissement, de technologies et de marchandises. Cette réunion-débat mettra donc l'accent sur le rôle des normes internationales et évaluera leur impact sur la croissance de l'industrie manufacturière dans les pays en développement: ces normes ont-elles vraiment marginalisé davantage les pays en développement ou ont-elles au contraire aidé ces pays à se joindre à l'intégration mondiale? La réponse à cette question dépend beaucoup de la manière dont les entreprises des pays en développement ont géré leur processus d'intégration aux marchés régionaux et mondiaux et de la façon dont elles se sont adaptées aux normes internationales pertinentes. Les données empiriques révèlent un ensemble de réactions, allant du respect strictement passif des normes internationales, qui sont alors considérées comme une contrainte, à l'adoption dynamique d'une stratégie permettant de tirer parti des nouvelles règles du jeu.

Environnement

22. La coopération mondiale pour la protection de l'environnement a été encouragée et soutenue par divers moyens et dans diverses instances, allant des conventions internationales – comme celles qui concernent les changements climatiques et tendent à des modes de gestion durables de l'énergie; la diversité biologique tendant à protéger les espèces et le Protocole de Montréal tendant à réduire les substances qui appauvrissent la couche d'ozone – à l'effet de démonstration des centres pour une production plus propre où les processus de production améliorés et les

mesures rationnelles d'utilisation de l'énergie se révèlent conformes aux exigences environnementales et économiques. À cet égard, la ratification en cours de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants fera peser des contraintes sur les entreprises des pays en développement tout en leur offrant des chances d'appuyer l'agenda international pour le développement durable, qui recommande clairement d'établir un lien étroit entre la productivité, la compétitivité et le respect de l'environnement.

23. En effet, la mise en œuvre des conventions internationales relatives à l'environnement pourrait radicalement modifier la structure des entreprises des pays en développement sur le plan de la rentabilité. Les entreprises qui ne prennent pas en temps voulu les mesures nécessaires pour se conformer aux règles imposées verront leurs marchés se contracter considérablement; les procédés de fabrication et les techniques devront être mis à niveau; la concurrence et les meilleures pratiques prendront de nouvelles formes qui sont a priori difficiles à comprendre et encore moins à prévoir. Par ailleurs, comme pour tout protocole international de ce type fondé sur la reconnaissance du fait que la planète est un patrimoine commun, les pays industrialisés devront offrir abondamment des ressources et des technologies pour faciliter le processus d'ajustement dans le monde en développement. La création de partenariats et le renforcement de la coopération constitueront la clef d'une application réussie des divers protocoles internationaux destinés à sauvegarder l'environnement mondial.

Qualité

24. Les entreprises manufacturières considèrent la qualité, de même que le prix et le service après-vente, comme une variable stratégique se rapportant spécifiquement à la commercialisation. Elle devient une des caractéristiques particulières d'un article manufacturé qui en déterminent le prix sur un marché donné. Cela laisse supposer qu'il existe une corrélation entre le prix et la qualité: un produit de meilleure qualité se vendrait à un prix plus élevé ou trouverait un débouché différent. En d'autres termes, les pays en développement ne sont pas obligés de fabriquer des produits de la meilleure qualité possible, mais de respecter des exigences minimales, notamment dans les industries alimentaires et pharmaceutiques où de piètres normes entraînent facilement des dangers pour la santé. Mais ils ont certainement de bonnes raisons économiques d'améliorer la qualité de leur production manufacturière, car cela leur permet d'élargir leur accès aux marchés et d'améliorer leurs termes de l'échange.

25. Comme en ce qui concerne les normes relatives à l'environnement, les mesures prises par les entreprises des pays en développement en application des règles et des normes techniques imposées sur les marchés

extérieurs peuvent être incohérentes ou systématiques. Dans le premier cas, c'est simplement à des produits particuliers et à leurs procédés de fabrication que les normes internationales sont appliquées. En conséquence, dans bien des cas, les marges bénéficiaires des entreprises des pays en développement se rétrécissent temporairement du fait que les ressources qu'ils ont investies dans le matériel moderne et les bonnes qualifications pour se conformer aux nouvelles normes ne rapportent pas sur le court terme et ne commencent à porter leurs fruits qu'une fois que l'entreprise a réussi à pénétrer de nouveaux marchés. En revanche, une approche systématique prévoyant l'introduction de techniques modernes de gestion de la qualité rend les pays en développement plus capables de se conformer à des normes toujours plus rigoureuses et de réaliser des accroissements de productivité plus rapides et plus écologiquement viables. De plus, une telle approche a des avantages immédiats sur le plan social, notamment dans des domaines où la mauvaise qualité peut entraîner un risque pour la santé.

26. Pour que les entreprises des pays en développement puissent adopter une telle stratégie qui privilégie les normes de qualité internationales et les exigences des marchés mondiaux, elles doivent nécessairement avoir accès à des moyens appropriés en ce qui concerne les normes, la métrologie, les essais, l'évaluation de la conformité, la qualité et la productivité. Pour cela, il leur faut mettre en place et maintenir d'importantes capacités institutionnelles dans ces domaines, et par conséquent investir un capital physique et humain considérable. Ces investissements, qui dans de nombreux cas ne seront pas possibles sans un appui extérieur, pourraient grandement aider les pays en développement à bénéficier des possibilités d'intégration aux chaînes mondiales de valeur proposées par le processus de mondialisation, au lieu d'en être exclus.

Conclusion

27. Dans le présent document, on s'est efforcé de montrer qu'il est possible, et d'ailleurs indispensable, de faire en sorte que le processus de mondialisation et la mise au point des normes internationales qui en est le corollaire deviennent un instrument efficace pour réduire la pauvreté et élever le niveau économique et social des catégories les plus défavorisées de la société. On a également tenté de montrer que le développement industriel peut apporter une grande contribution dans ce domaine. En particulier, cet objectif peut être atteint par deux moyens distincts: d'abord par des mesures visant à élargir la gamme des flux de ressources internationales qui revalorisent les ressources locales; et ensuite par le biais d'une réaction systématique aux normes internationales de plus en plus nombreuses afin de transformer en opportunités les défis que ces normes posent.